

*Bonjour. Toujours sympathique de lire vos messages mais la situation est plus grave que ce que vous décrivez dans vos news. Le pays est dans une crise qui n'augure rien de bon. Violence, barrages, jets de pierre sur les véhicules, impossible de se rendre au travail dans toutes les villes le sentiment de révolte et de volonté de faire tomber le gouvernement. Le taux de la gourde a passé le cap de 100 gourdes (HTG) pour 1 Dollar (USD) et il n'y a plus de carburant depuis 15 jours. Allez sur les sites du [Nouvelliste](#) du [National](#) ou [Haïti Libre](#). Je crains vraiment qu'un climat d'insurrection ne se libère dans les prochains jours. En tout cas oubliez la rentrée des classes pour le moment. Bises à vous*

Jean-Marie, qui nous a envoyé ce message en réponse à la dernière newsletter, connaît bien ce pays où il s'est installé depuis longtemps. Il l'a découvert dans le Nord-Ouest, au cours d'un chantier auquel je participai moi aussi en 1978.

Il sera d'accord pour dire avec moi que c'est un pays plein d'espoirs, avec de grandes ressources humaines gaspillées par des dirigeants qui servent davantage leur intérêt personnel que celui de la population. La corruption est facilitée par l'impunité d'une justice absente...

La crise que subit Haïti, nous vous en avons parlé au début de l'année. Bernard avait fait un résumé de ce que l'on appelle « [les fonds PetroCaribe](#) ».

Depuis, rien n'a évolué, les magouilleurs continuent en toute impunité... Après le Président producteur de bananes, qui aurait détourné des fonds à son avantage, c'est le premier ministre qui est suspecté d'avoir vendu [des chèvres](#) au gouvernement en les surévaluant.

En juillet, des députés ont vandalisé leur local pour marquer leur opposition au président Jovenel Moïse, certains refusant de ratifier la nomination du premier ministre Fritz William Michel. En septembre, des opposants accompagnés de sénateurs ont saccagé le matériel du sénat...



Il faut dire que le pays n'est pas géré : plus de carburant, cela veut dire plus de transports... des bagarres aux stations services ou aux lieux d'approvisionnement... Mais comme en Haïti, il n'y a pas de problèmes, il y a des solutions, on trouve le carburant au marché noir. Des motos-taxis vont faire le plein en République Dominicaine et revendent à prix fort (multiplié par 3), avec tous les risques que ça comporte : deux jeunes sont morts dans l'explosion de leur chargement, une maison a été incendiée à cause d'un bidon d'essence stocké à l'intérieur.

Les manifestations se déroulent dans tout le pays, et même à Port-de-Paix, une ville du Nord-Ouest isolée par le manque de routes, peu habituée aux violences : des pneus enflammés, des bus en travers des routes... La répression est forte et la police aurait tué un jeune manifestant à Port-au-Prince, en réponse à des jets de pierre. Dans le Sud du pays, un journaliste a été blessé à l'arme blanche, pendant qu'il tentait de traverser une barricade avec plusieurs autres collègues journalistes. La police n'a effectué aucune arrestation, alors que les assaillants ont été identifiés, dénonce l'Association des journalistes du Sud-est, qui condamne avec la dernière rigueur cette agression.

Comme dit Jean-Marie, les écoles restent fermées : l'insécurité et la situation économique en sont les causes principales. En ville, les parents ont peur d'y envoyer leurs enfants et pour beaucoup, les revenus ne leur permettent pas d'assurer les frais de scolarité et de fournitures scolaire.

A l'école Union des Amis, les professeurs se sont réunis à partir du 9 septembre et ont accueillis 2 élèves... Hier, ils en avaient 4... La rentrée est compromise pour tous les élèves, même si dans les mornes, c'est plus calme.

Au Cap Haïtien hier (lundi 16 septembre), les professeurs des écoles d'Etat ont refusé l'ouverture des écoles privées parce qu'eux n'ont pas reçu leurs salaires depuis des mois et ils veulent faire pression sur le gouvernement pour les obtenir. Certaines écoles privées ont ouvert aux élèves « en couleur » c'est-à-dire sans uniforme pour éviter le risque d'agression. Mais les parents ont peur et gardent leurs enfants.

Cledner nous explique que la population supporte mal que l'Etat ne paie pas les fonctionnaires, les agents de santé, les enseignants, alors qu'ils donnent des salaires ou des avantages énormes aux politiciens. Le premier ministre aurait donné des enveloppes aux sénateurs pour qu'ils ratifient son élection... Et la subvention donnée aux éditions Henri Deschamps, principal producteur de manuel scolaires, pour baisser le prix de vente, a été annoncée, mais n'a eu aucune conséquence sur le prix des livres et des cahiers.

Il nous parle de la honte qu'il ressent : toute cette méchanceté vient d'Haïtiens contre des Haïtiens. Et cela permet à des étrangers de profiter de la situation. J'ai trouvé dans la presse haïtienne [l'éditorial d'un écrivain haïtien](#), Jean-Euphèle Milcé, que nous avons eu l'occasion de rencontrer et qui exprime ce sentiment de se sentir humilié.

Et pour la vie de tous les jours, tout se complique. Le gallon d'essence (3,78 l) est passé de 45 dollars haïtiens (2,5 €) à 300 (15 €). Le trajet en camionnette ou à mototaxi est passé de ce fait à 3, 5 puis 20 \$H (100 Gourdes). Pour aller de St Louis du Nord à l'Anse à Foleur, c'est le double. Beaucoup de marchandes ne peuvent plus aller au marché ou sont obligées d'y aller à pied. L'approvisionnement se fait donc difficilement.

« Nous étions déjà arrivés très bas, mais aujourd'hui, c'est encore pire... »